



Fonds de Solidarité Logement Volet demandeur MAINTIEN

Contexte

En cohérence avec le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et l'Accord Collectif Intercommunal en vigueur sur le territoire de la MEL, le FSL a pour objectif d'aider les ménages en difficulté à accéder et à se maintenir dans un logement décent en attribuant des aides financières en organisant également une offre de service d'accompagnement.

Les aides du FSL sont ponctuelles et subsidiaires.

Les aides interviennent en articulation à celles d'Action Logement et du programme d'amélioration de l'habitat de la MEL.

Conditions d'éligibilité au Fonds de Solidarité Logement

Le règlement intérieur du FSL fixe les règles d'éligibilité au FSL de la MEL.

Pour bénéficier du FSL, vous devez répondre à 2 critères liés :

- Aux ressources : vos revenus ne doivent pas dépasser (calcul selon composition familiale et barème en vigueur) 1.5 fois le montant forfaitaire défini au titre du RSA
- Et à la nature et l'importance des difficultés rencontrées (de logement ou financières).

Les aides financières sont attribuées sous forme de prêt, de plan d'apurement et/ou de subvention en fonction de ces deux critères. La répartition est fixée en application du barème métropolitain.

Protection des données à caractère personnel

Toutes les informations demandées dans ce formulaire ainsi que dans l'imprimé maintien-volet créancier doivent être complétées pour l'instruction de la demande. Ce formulaire doit **OBLIGATOIREMENT** être accompagné du volet bailleur ainsi que des justificatifs demandés.

Les informations portées sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé. L'unité FSL de la MEL met en place un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalité le traitement de votre demande d'aide FSL sur la base de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement et du Règlement Intérieur adopté par le conseil de la MEL. Conformément au Règlement Européen sur la Protection des Données 2016/679 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Liberté », vous disposez, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, d'un droit d'accès, de modification, de rectification, d'opposition, d'effacement et à la portabilité des données vous concernant, de définir des directives relatives au sort de celles-ci après votre mort et de limitation du traitement en vous adressant au Délégué à la Protection des Données à Caractère Personnel désigné par la MEL (Protectdonneesperso@lillemetropole.fr). Vous êtes en droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, autorité de contrôle.

Vos informations personnelles seront conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix années.

Nous vous informons que la CAF, les fournisseurs en énergie et en eau mettent à disposition de l'Unité FSL de la MEL, un service Internet à caractère professionnel qui permet de consulter les éléments de votre dossier nécessaires à l'examen des demandes d'aide FSL.

En cochant cette case , j'autorise la transmission de mon dossier aux organismes concernés. Les destinataires habilités à recevoir communication des données à caractère personnel sont les services de la MEL, des communes de la MEL (services d'hygiène et de sécurité), de l'Etat, du Département et d'opérateurs logement conventionnés avec l'Unité FSL à des fins d'observation ou de mise en œuvre de votre droit au logement dans le cadre des politiques en faveur du logement des plus démunis (PDALHPD, ACI, Droit au logement opposable, Amélio, Logement d'abord) menées par la MEL.

DATE : ____/____/____

Signature du demandeur

Signature de l'accueillant

Aide sollicitée

- Demande d'aide aux impayés de loyer
 Aide aux impayés de facture d'énergie
 Aide aux impayés de facture eau
 Aide aux impayés de facture télécommunication
- Gaz et électricité (même fournisseur)
 Gaz
 Electricité

En cas de demande en **URGENCE**, précisez le motif :

Assignation à comparaître
 Coupure programmée Electricité/Gaz

Fait générateur de la dette

FAMILLE

- Départ des enfants
 Séparation/Divorce
 Hébergement de tiers
 Naissance

LOGEMENT

- Loyer trop élevé
 Régularisation des charges
 Procédure d'expulsion
 Charges énergétiques, eau ou télécommunications trop importantes

RESSOURCES

- Perte de revenus
 Chômage
 Difficultés de gestion
 Endettement trop important

AUTRES

- Dépenses de santé
 Factures imprévues
 Autres (précisez)

Votre foyer

	DEMANDEUR	CONJOINT
Nom et prénom		
Nom de naissance		
Date et lieu de naissance		
Situation professionnelle		

Nom Prénom	Lien de parenté	Date de naissance	Situation	Au foyer (Cocher si oui)	Hors foyer (Cocher si oui)

N° CAF : _____ Non affilié Affiliation en cours

N° CAF des autres personnes du foyer : _____

Marié(e) Célibataire Vie maritale PACS Divorcé(e) Séparé(e) Veuf(ve)

Adresse : N° de voie : _____ Nom de la voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

Téléphone : ____/____/____/____/____

Portable : ____/____/____/____/____

Mail : _____

ORGANISME D'ACCUEIL

Nom de l'organisme : _____ Nom de l'accueillant* : _____

*Utilisé pour envoyer les notifications liées à la demande du ménage

Adresse : _____

_____ Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : ____/____/____/____/____ Date de réception de la demande : ____/____/____

Mail : _____

DEMANDE DE LA PERSONNE

DIAGNOSTIC ET ORIENTATION DE L'ACCUEILLANT

Les éléments indiqués ci-dessous doivent être factuels et ne pas porter d'appréciation sur les demandeurs.

Possibilité de joindre une note sociale ou d'opportunité dans laquelle sont repris des éléments relatifs à une évolution favorable de la situation du ménage à court/moyen terme permettant d'envisager un maintien durable dans le logement (évolution des ressources dans les 6 mois à venir), et tout élément d'explication complémentaire lié à une demande particulière.

ACTIVITE DU DEMANDEUR

Salarié ou travailleur indépendant Type de contrat (CDD, CDI) : _____

Nom de l'entreprise : _____

En formation, apprentissage ou alternance

Type de diplôme préparé : _____

Demandeur d'emploi : êtes vous inscrit à Pôle emploi ? Oui Non

Retraité

Etudiant

Autre (inactif), précisez _____

Situation inconnue

Le ménage est-il bénéficiaire du RSA Figé RSA Majoré CMU

Le demandeur est-il bénéficiaire de AAH ASS

Caractéristiques du logement aidé

Montant du loyer : _____ € Allocation logement : APL AL pas d'allocation
 Montant loyer annexe : _____ € Montant : _____ €
 Montant des charges : _____ €

Type de logement : Individuel Collectif Nb de pièces (séjour + chambres) : _____
 Nb d'occupants : _____

Mode de chauffage individuel collectif Pas de chauffage
 Energie chauffage gaz électricité fuel charbon autre, précisez : _____

Catégorie de parc : locatif privé locatif social (HLM) SOLIHA Foyer
 Meublé Maisons et Cités Autre (préciser) : _____

Qualité du logement : Bon état Présomption d'indécence Présomption d'insalubrité
 Indécence avérée Insalubrité avérée Travaux nécessaires

En cas d'insalubrité avec arrêté préfectoral précisez les termes :

Insalubrité irrémédiable avec interdiction d'habiter local impropre à l'habitation
 Insalubrité remédiable avec sur occupation Insalubrité remédiable sans sur occupation non connu

Date d'entrée dans le logement : ____/____/____ Durée du bail : _____ mois

Le ménage souhaite-t-il une visite de son logement pour un diagnostic socio-technique ? Oui Non

En effet, dans le cadre de sa politique habitat, la MEL peut permettre au ménage de bénéficier **gratuitement** d'une visite de son logement avec **un diagnostic socio-technique, la remise de petits équipements d'économie d'énergie et une sensibilisation aux éco gestes**. Cette visite est réalisée par un opérateur missionné par la MEL. En cochant cette case le ménage autorise la transmission de ses coordonnées à l'opérateur concerné qui prendra alors contact avec lui.

Statut d'occupation actuel

	Logement quitté ou à quitter
Hébergé chez un tiers y compris en famille	<input type="checkbox"/>
Cohabitation forcée	<input type="checkbox"/>
Locataire préciser locatif social <input type="checkbox"/> locatif privé <input type="checkbox"/> meublé <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Co-locataire	<input type="checkbox"/>
Propriétaire occupant non accédant	<input type="checkbox"/>
Propriétaire occupant accédant	<input type="checkbox"/>
Sans domicile fixe, préciser Caravane <input type="checkbox"/> abri de fortune <input type="checkbox"/> squat <input type="checkbox"/> autre logement provisoire <input type="checkbox"/> Sans solution logement <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sous-locataire, préciser si sous location d'une association en bail glissant <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Occupant sans titre ou à titre gratuit	<input type="checkbox"/>
Résident de logements foyer ou logement adapté, préciser : FJT <input type="checkbox"/> FTM <input type="checkbox"/> FPA <input type="checkbox"/> maison relais/pension de famille <input type="checkbox"/> résidence sociale <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En structure d'hébergement*, préciser : CHU <input type="checkbox"/> CHRS <input type="checkbox"/> CADA <input type="checkbox"/> CPH <input type="checkbox"/> Etablissement ASE maison de l'enfant (MECS) <input type="checkbox"/> Centre maternel <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Hôtel : préciser, si avec ALT <input type="checkbox"/> nuitée d'hôtel <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre situation, préciser	<input type="checkbox"/>

RESSOURCES MENSUELLES

Pour chaque membre du foyer, préciser la nature du revenu et indiquer le montant mensuel moyen des 3 derniers mois.

NATURE	MONTANTS		
	Demandeur	Conjoint	Autres
Salaires			
Rémunération de formation			
ARE : Allocation Retour à l'Emploi			
Alloc. de solidarité : - Alloc. Spécifique de Solidarité - Alloc. Temporaire d'Attente - Alloc. Equivalent Retraite			
Maladie : - Indemnités journalières - Complément de salaire			
Invalité : - Pension d'invalidité - Rente accident de travail			
Handicap adulte : - AAH - Prestation de Compensation du Handicap			
Personnes âgées, retraitées : - Pension de retraite - Pensions complémentaires - Pension de reversion - Alloc. Veuvage - Allocation supplémentaires (ex. FNS)			
Prestations familiales : - AF, complément familial - PAJE - AJPP - RSA Majoré - ASF			
RSA Prime d'activité			
Allocations logement (APL, ALS, ALF)			
Pension alimentaire perçue			
Autre(s) (préciser la nature) (revenus fonciers, mobiliers...)			
Ressources non prises en compte : AEEH, Garantie Jeunes, EVA ...			
TOTAL DES RESSOURCES			



Vous pouvez vérifier l'éligibilité du ménage aux aides FSL à l'aide de la calculatrice FSL (téléchargeable sur <https://www.lillemetropole.fr/votre-metropole/competences/amenagement-du-territoire/logement/le-fonds-de-solidarite-logement>)

Situation au regard de l'allocation logement

Le bailleur pratique-t-il le tiers payant ? OUI NON Demande en cours
L'APL ou l'AL est-elle versée à la date du dépôt du dossier ? OUI NON, pourquoi ? _____

Y-a-t-il un rappel APL ou AL possible ? OUI NON Montant : _____ €
L'AL est-elle normalement versée en tiers payant ? OUI NON
L'impayé a-t-il été signifié à la CAF ?
 OUI, date de saisine : ____/____/____ NON Ne sait pas

Je soussigné(e), _____, sollicite une aide à l'installation et/ou une garantie de loyer
Je déclare sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis et j'autorise le bailleur à transmettre les pièces nécessaires à l'instruction de ma demande.

DATE : ____/____/____

Signature du demandeur :
(Suivie de la mention LU et APPROUVE)

Listes des pièces à joindre (merci de cocher les pièces jointes)

Tout dossier transmis non complet (formulaires et pièces justificatives) ne pourra être instruit. En absence de transmission des éléments manquants dans un délai d'un mois suivant la réception du dossier à l'Unité FSL, la demande fera l'objet d'une décision de rejet.

Etat civil et ressources :

- Copie de la pièce d'identité ou livret de famille
- Dernière attestation de paiement de prestations et allocations CAF
- Copies des justificatifs des ressources des 3 derniers mois de toutes les personnes vivant dans le foyer
- Copie du dernier avis d'imposition ou de non imposition (à défaut déclaration sur l'honneur)

Le cas échéant :

- Copie de la décision de tutelle ou curatelle
- Copie de la déclaration de grossesse supérieure à 5 mois
- Copie du titre de séjour

Pièces complémentaires à joindre pour une demande d'aide au maintien :

- Volet « Créancier maintien au logement » dûment complété
- Relevé de compte client bailleur depuis le début de l'impayé
- Dernière quittance
- Copie du bail précisant l'adresse du logement, la durée du bail, le nombre de pièces du logement, le montant du loyer, la date d'entrée dans les lieux.
- Fiche diagnostic du logement aidé (fiche PRASE) pour le parc privé
- Attestation de l'assurance habitation
- RIB du bailleur (bailleur privé uniquement)

Le cas échéant :

- Si plan d'apurement : copie du dernier plan d'apurement conclu avec le bailleur
- Pour les instructions en urgence : en cas de procédure contentieuse/expulsion : justificatif assignation à comparaître, copie du jugement de résiliation de bail, copie du dernier commandement de quitter les lieux
- Si dossier de surendettement : copie de la lettre de recevabilité du dossier Banque de France et copie du plan d'apurement Banque de France

Voie de recours possible

Les ménages ont la possibilité de contester la décision dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du courrier de notification par deux voies de recours possibles :

- Soit par un recours administratif adressé à la MEL, Unité FSL, 1 rue du Ballon CS 50749 - 59034 LILLE CEDEX
- Soit par un recours contentieux adressé au Tribunal administratif : 5 rue Geoffroy Saint Hilaire CS 62039 - 59000 LILLE